



Bonjour,

Avril a été marqué par des réalités économiques distinctes entre l'Amérique du Nord et le reste du monde. Au Canada, les ménages continuent de se serrer la ceinture, leur panier d'épicerie connaissant toujours une inflation proche de 10% en glissement annuel. Les Américains connaissent un marché du travail de plus en plus tendu, ce qui rend de plus en plus probable une prochaine récession économique. Pendant ce temps, une certaine reprise économique semble de mise en Europe, y compris en Grande-Bretagne, ce qui se traduit par un regain de confiance des consommateurs. Et en Chine, la relance est telle que les consommateurs s'en donnent à cœur joie, en se ruant notamment sur les restaurants.

Bonne lecture !



CAD

Tout au long du mois d'avril, la paire USDCAD a vu sa valeur passer de 1.3435 à 1.3598. La faiblesse actuelle du dollar canadien ne devrait avoir guère d'impact sur l'inflation, indique une étude d'Économie RBC. En effet, le Canada a diversifié ses sources d'approvisionnement depuis la pandémie, ce qui l'a rendu moins vulnérable à la hausse du dollar américain : « Un dollar canadien faible ne fera pas dérailler les tendances de l'inflation qui vont maintenant dans la bonne direction », note l'étude. De fait, l'inflation a ralenti en mars au Canada pour atteindre 4.3% en glissement annuel, un pourcentage qui n'avait été vu depuis 2021, selon Statistique Canada.

Conscients que l'inflation est là pour durer, les consommateurs continuent de se serrer la ceinture. En février, les ventes au détail ont reculé dans quatre de ses neuf sous-secteurs, celles des stations-service et marchands de combustibles ayant même dévissé de 5%. C'est que nombre de prix sont toujours à la hausse : par exemple, ceux des produits d'épicerie ont bondi en mars de 9.7% d'une année à l'autre, note Statistique Canada.

La Banque du Canada (BdC) a maintenu en avril son taux directeur à 4.5%, même si plusieurs indicateurs économiques commencent à inquiéter le gouverneur Tiff Macklem. L'augmentation des salaires, qui se maintient actuellement au rythme de 4 à 5%, est ainsi une « préoccupation majeure » pour la banque centrale, qui juge que de telles hausses sont incompatibles avec un retour de l'inflation à la cible de 2%.

Idem, le gouverneur de la BdC se soucie de la forte augmentation démographique du Canada : entre octobre et décembre 2022, la population canadienne a bondi de 300 000 personnes, la plus forte hausse depuis 1956. Selon lui, « les nouveaux venus sont aussi des consommateurs, qui font augmenter la demande ». À la clé, cela pourrait représenter, estime-t-il, une pression à la hausse de l'inflation suffisante pour devoir renouer avec une prochaine hausse du taux directeur.

Pour l'heure, les experts de la BdC prévoient que l'inflation redescendra à 3% d'ici l'été et que la hausse des prix, en particulier celle des aliments, ralentira au cours des prochains mois.



USD

La valeur du DXY a reculé de 102.09 à 101.71 en avril. Si l'on en croit un panel d'économistes sondés par Reuters, la Réserve fédérale (Fed) devrait procéder en mai à une hausse de son principal taux directeur de 25 points de base, ce qui le porterait à une fourchette de 5 à 5.25%, puis faire une pause pour le reste de l'année.

Cette accalmie à venir serait justifiée, selon eux, par le fait que le relèvement des taux est en train de porter fruit, l'inflation reculant à grands pas chez notre voisin du Sud : l'indice PCE, qui est privilégié par la Fed, a baissé en février à 5% sur un an, et l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) est même tombée à 4.6%.

Un secteur semble d'ores et déjà bénéficier de l'accalmie annoncée de la Fed, celui de l'immobilier. Les mises en chantier de logements unifamiliaux, qui représentent l'essentiel de la construction résidentielle, ont augmenté en mars de 2.7%, à 861 000 unités. Et cela s'explique par le fait que les taux hypothécaires ont chuté par rapport aux sommets de l'an dernier, le taux moyen du populaire prêt à taux fixe de 30 ans étant passé de 7.08% en novembre à 6.27% en avril, selon l'agence de financement hypothécaire Freddie Mac.

Cela étant, tout ne va pas encore pour le mieux. Les experts de la Fed surveillent notamment le marché du travail, qui se doit d'être « souple » pour favoriser l'atteinte d'une inflation à 2%. En effet, le taux de chômage est à un niveau historiquement bas de 3.5%, ce qui rend le marché du travail particulièrement « tendu ». Et la situation ne semble pas aller en s'améliorant, comme l'a noté dans un rapport la Fed de Minneapolis, qui englobe les États où le marché du travail est parmi les plus tendus du pays : les licenciements en lien avec le ralentissement économique sont « encore peu nombreux », la plupart des entreprises se contentant de laisser aller les travailleurs temporaires.

Résultat? Les économistes interrogés par Reuters considèrent comme probable une récession d'ici la fin de 2023, même si celle-ci devrait se révéler brève et peu profonde.



EUR

En avril, la paire EURUSD est passée d'une valeur de 1.0895 à 1.0965. L'inflation dans la zone euro est passée de 8.5% en février à 6.9% en mars, selon des données préliminaires. Toutefois, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) a légèrement augmenté en mars par rapport au mois précédent. Ce qui a amené Olli Rehn, le gouverneur de la Banque de Finlande et membre du conseil d'administration de la Banque centrale européenne (BCE), à déclarer que « l'inflation est encore bien trop élevée » et que la banque centrale se devait de « continuer à agir de manière cohérente ».

Le principal taux directeur de la BCE est actuellement à 3%. Les analystes de Goldman Sachs s'attendent à ce qu'il atteigne 3.75% d'ici peu, à la suite de hausses de 25 points de base lors des réunions de mai, juin et juillet. Cette progression mesurée et graduelle résulterait, expliquent-ils, de la « belle résilience » dont font preuve les économies de la zone euro en dépit notamment de la guerre russe en Ukraine et de la hausse consécutive des coûts de l'énergie. Elle découlerait également de l'atténuation récente de plusieurs risques qui menaçaient l'Europe, à l'image de celui d'une crise bancaire européenne consécutive aux défaillances de banques américaines en début d'année.

Philip Lane, l'économiste en chef de la BCE, semble donner raison aux experts de Goldman Sachs, lors d'une récente entrevue accordée au quotidien français Le Monde : « Les données actuelles indiquent qu'il faudra augmenter de nouveau les taux d'intérêt. Ce n'est pas encore le moment d'arrêter », a-t-il déclaré, en soulignant que la banque centrale tenait à se rapprocher de sa cible de 2% « dans un délai raisonnable ».

Pour l'heure, la reprise économique semble être à l'ordre du jour en Europe. L'Indice PMI, calculé sur la base de sondages d'entreprises, effectué par S&P Global, a atteint 54.4 en avril, alors qu'il avait été de 53.7 en mars (un score supérieur à 50 signale une croissance de l'activité, tandis qu'un score en deçà indique un recul). C'est son plus haut niveau depuis onze mois, et cela fait maintenant six mois d'affilée qu'il est en progression.



GBP

La paire GBPUSD est passée en avril d'une valeur de 1.2411 à 1.2572. L'inflation ne dérougit pas en Grande-Bretagne : l'Indice des prix à la consommation (IPC) était de 10.1% en mars, soit un point de pourcentage au-dessus des projections du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre présentées dans son rapport de février. De plus, les prix des aliments et des boissons non alcoolisées ont bondi de 19.2% au cours des 12 mois se terminant en mars ; cela représente leur plus forte hausse annuelle depuis les 45 dernières années, selon le Bureau de la statistique nationale (BSN).

Le gouvernement britannique a décidé de voler au secours des ménages, par exemple en garantissant un plafond de 2 500 £ (4 230 dollars) par an sur les factures énergétiques, ou encore en offrant un soutien ciblé aux foyers les plus vulnérables. Mais cela n'empêche pas la grogne populaire de gagner en ampleur : enseignants, médecins et autres fonctionnaires se mettent en grève à tour de rôle depuis maintenant des mois, dans l'espoir de connaître une appréciation de leurs revenus. La plupart des analystes estiment que la Banque d'Angleterre annoncera une hausse de 25 points de base de son principal taux directeur lors de sa réunion du 11 mai, ce qui le porterait à 4.5%. Plusieurs d'entre eux, à l'image de Cathal Kennedy, économiste principal de la Banque Royale du Canada, considèrent qu'il devrait alors s'agir de la dernière hausse de l'année. En effet, la Grande-Bretagne montre des signes de reprise, à commencer par son Indice PMI qui est passé de 52.2 en mars à 53.9 en avril, ce qui le place, pour le troisième mois consécutif, au-dessus des 50 points révélateurs d'une croissance de l'activité économique. « Cela signifie que l'économie britannique fait mieux qu'être résiliente, elle affiche une belle croissance en ce début de deuxième trimestre », dit Chris Williamson, l'économiste en chef de S&P Global.

Ce regain, les consommateurs semblent d'ores et déjà le ressentir. L'enquête mensuelle sur leur niveau de confiance en l'avenir effectuée par la firme de sondages GfK a atteint un sommet en avril qui n'avait plus été vu depuis février 2022. D'ailleurs, les données du BSN montrent une « solide performance » des commerces de détail en janvier et février derniers, qui aurait pu se maintenir en mars si la météo avait été plus clémentine.

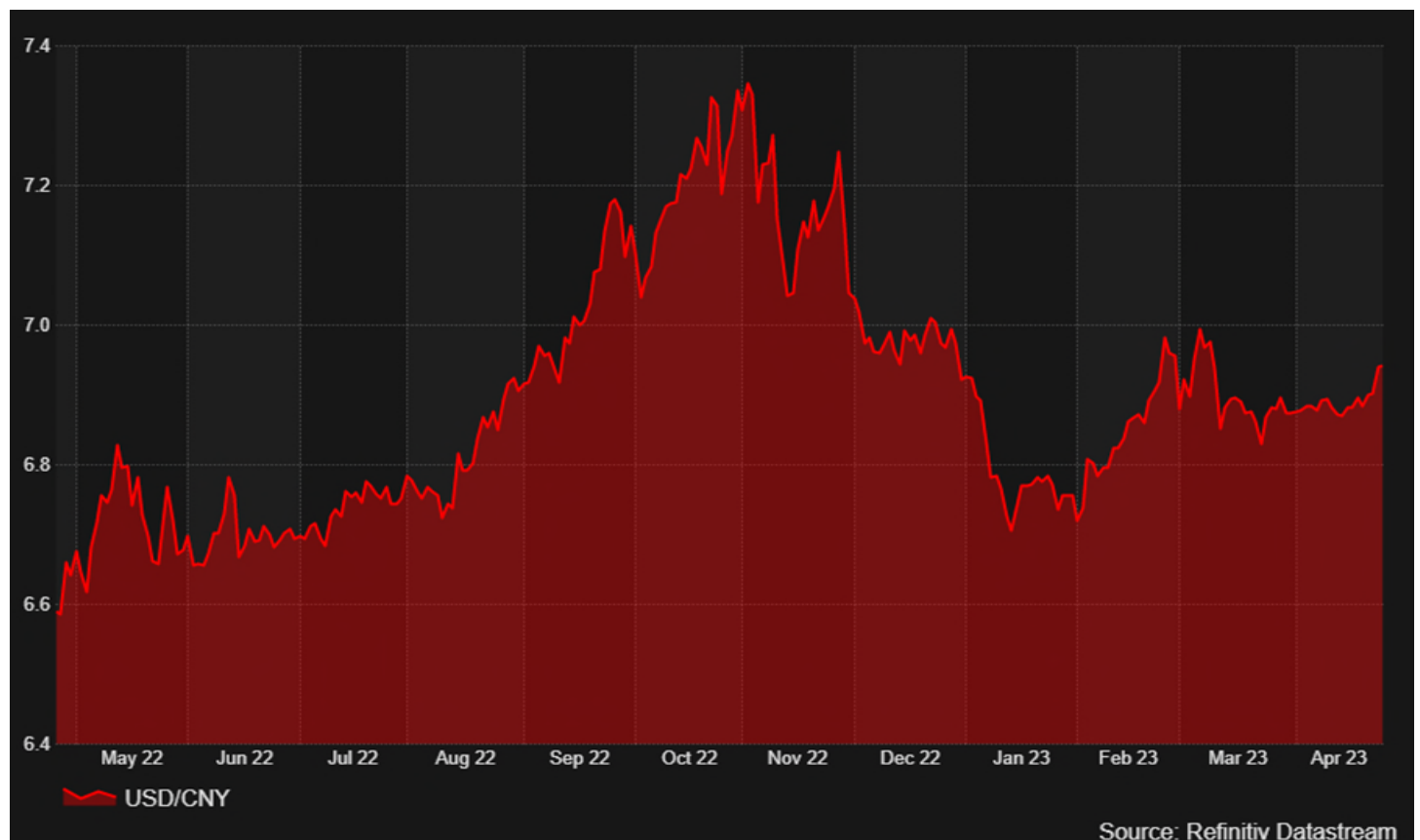


CNY

En Chine, la paire USDCNY est passée en avril de 6.8776 à 6.9110. L'économie chinoise semble être repartie en lion depuis le début de 2023 : son produit intérieur brut (PIB) a crû de 4.5% au premier trimestre, selon les données officielles ; c'est davantage que le 4% qui avait été anticipé par les économistes sondés par Reuters. Les ventes au détail ont bondi en mars de 10.6% par rapport au même mois de l'année précédente, ce qui correspond au pourcentage le plus élevé depuis juin 2021. Le secteur qui a le plus tiré profit de ce bond est celui de la restauration. « Après des mois et des mois de frustrations, les Chinois renouent avec le plaisir de consommer », dit Louise Loo, économiste en chef pour la Chine chez Oxford Economics, en ajoutant que « la reprise tirée par la consommation a encore de la marge ».

Résultat? Dans ses dernières « Perspectives de l'économie mondiale », le Fonds monétaire international (FMI) considère que la Chine est en train de « rebondir fortement ». Son PIB devrait augmenter de 5.2% cette année, puis de 5.1% en 2024, prédit-il. Cela étant, une certaine prudence s'impose. Des analystes estiment en effet que la forte croissance du premier trimestre n'est, en vérité, que le fruit d'un « backloading » : l'activité du dernier trimestre de 2022 avait été anormalement freinée par les dernières mesures « Zéro COVID », si bien qu'on assisterait à présent à un rattrapage purement artificiel. « Si l'on corrigeait les données officielles en ce sens, la croissance du PIB chinois au premier trimestre ne serait que de 2.6% », affirme Raymond Yeung, économiste en chef pour la Chine chez ANZ Research.

Différentes données clés semblent lui donner raison. Un exemple frappant : les investissements en actifs fixes du secteur privé n'ont crû que de 0.6% de janvier à mars, ce qui dénote un manque notable de confiance en l'avenir de la part des entrepreneurs. Idem, le secteur immobilier, névralgique pour l'économie chinoise, semble embourbé dans une profonde récession : l'investissement immobilier a fondu de 5.8% au premier trimestre. De plus, le taux de chômage des 16-24 ans a atteint 19.6% en mars, en hausse pour un troisième mois consécutif. Et la situation pourrait s'aggraver sous peu, la Chine s'attendant à ce qu'un nombre record de 11.6 millions de nouveaux diplômés universitaires se mettent à la recherche d'un emploi à la fin de l'année scolaire.



COBALT

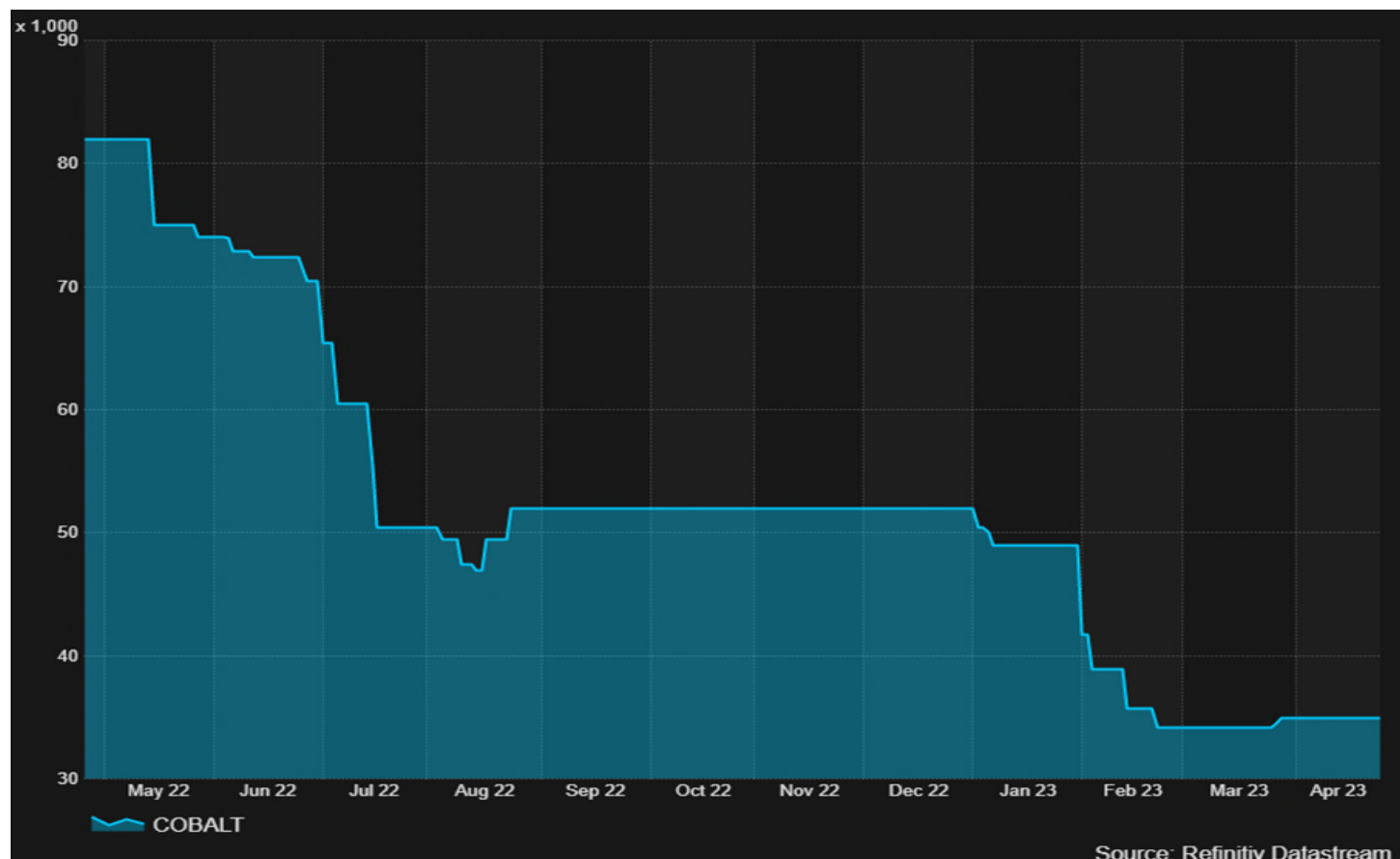
La tonne de cobalt s'échange aujourd'hui aux alentours de 35 000 dollars américains, soit à un prix inférieur de près de 60% à celui qu'il était il y a un an. Cette dégringolade s'explique en grande partie par une relative surproduction, la production de cobalt ayant bondi entre 2020 et 2022 de 42% à l'échelle mondiale, alors que la demande – contrairement aux prévisions des producteurs – n'a pas connu une telle progression, selon les données de Darton Commodities.

En 2022, la République démocratique du Congo (RDC) est demeurée le premier producteur mondial de cobalt, avec une part du marché de 76%.

Si la Chine n'est pas un producteur important de cobalt, elle a tout de même la mainmise sur le métal gris à l'échelle de la planète. L'an dernier, elle a raffiné 91% de l'approvisionnement mondial en produits chimiques à base de cobalt et a représenté 76% de la production mondiale de cobalt raffiné, selon l'US Geological Survey. C'est que 7 des 10 principales compagnies minières de la RDC qui exploitent le cobalt appartiennent à la Chine. L'emprise chinoise sur le cobalt a notamment pour conséquence de dynamiser la production mondiale, la Chine ayant la ferme volonté d'effectuer une transition énergétique verte dans les prochaines années. Voilà pourquoi Darton Commodities prévoit que la production mondiale va continuer d'augmenter, à hauteur de 39% entre 2022 et 2025.

Résultat? Benchmark Mineral Intelligence (BMI) s'attend à ce que le marché du cobalt soit excédentaire au cours des trois prochaines années, la production mondiale annuelle pouvant dépasser les 250 000 tonnes d'ici 2025. Devrait suivre un « faible ralentissement » de la production jusqu'en 2030.

Bref, « la volatilité du prix du cobalt est la seule chose que les investisseurs doivent garder à l'esprit pour les années à venir », estime Daniel Fletcher-Manuel, responsable des prix, des données et des indices chez BMI.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

Les loyers sont à la baisse aux États-Unis

Pour la première fois depuis un an, le loyer médian est à la baisse aux États-Unis. Selon la firme de courtage immobilier Redfin, le recul à l'échelle du pays a été en mars de 0.4% en glissement annuel, pour un loyer mensuel médian de 1 937 USD. La diminution la plus importante a été enregistrée à Austin, au Texas, avec une chute de 11%, à 2 104 USD. Suivent Chicago, avec une baisse de 9.2%, à 2 206 USD, et La Nouvelle-Orléans (-3%, 1 792 USD). Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène, en particulier l'inflation, les licenciements et les craintes croissantes d'une prochaine récession économique. À cela s'ajoute, expliquent les experts de Redfin, une offre excédentaire, les promoteurs ayant massivement construit pour répondre à une demande en hausse ces dernières années. À noter que la tendance baissière devrait se poursuivre « dans les prochains mois » : « les loyers ont grimpé en flèche pendant la pandémie, et là, ils remettent les pieds sur Terre », déclare Dan Close, agent immobilier de Redfin.

Source: Bloomberg,

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-04-14/where-can-i-find-cheaper-rent-prices-are-falling-fastest-in-these-10-us-cities>

L'inflation expliquée par... le Big Mac!

Le prix du Big Mac de McDonald's varie considérablement d'un État américain à l'autre. Selon les données de CashNetUSA, là où il est aujourd'hui le plus cher, c'est à Hawaï (5.31 USD) et à New York (5.23 USD), et là où il est le moins cher, c'est au Mississippi (3.91 USD), le prix moyen à l'échelle des États-Unis étant de 4.40 USD. L'inflation est en grande partie à l'origine de ces différences de prix, pour deux raisons principales : d'une part, la hausse brutale des prix de l'alimentation diffère d'un État à l'autre ; d'autre part, les États ont des lois différentes en matière de salaire minimum, et ne l'ajustent pas de la même façon en fonction de l'inflation. Si le prix moyen du Big Mac a connu aux États-Unis une hausse de 125% depuis 1996, il reste tout de même l'un des moins chers du monde : en Suisse et au Lichtenstein, on le trouve à 7.75 USD.

Source: The Daily Mail,

<https://www.dailymail.co.uk/news/article-11868543/Not-lovin-inflation-upped-price-Big-Mac-state-state.html>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX